

Colmar

Six millions d'euros de budget annuel

Financement : l'association joue la diversification

Cy. Tr



La vente de vêtements de la Boutique, lancée cette année : l'une des pistes pour diversifier les sources de revenus de l'association. Archives L'Alsace

Une passe d'armes a opposé cet été Bernard Rodenstein et Gilbert Meyer, après la baisse de la subvention municipale. Une décision venue s'ajouter aux réductions des aides d'Etat, qui obligent l'association à trouver de nouvelles sources de financement.

Bernard Rodenstein le rappelait à l'occasion du lancement de la dernière campagne de financement et d'appel aux dons (lire les DNA du 23 novembre) , « Nous avons perdu 230 000 € de dotation publique globale depuis 2017 ». L'association devait déjà se débrouiller sans les 70 000 € versés au titre du Fonds social européen

jusqu'en 2015. Sur les deux dernières années, elle devait composer avec la fin des contrats aidés (16 contrats ont été transformés en CDI), pour un surcoût de 172 000 € et la ponction d'un montant de 60 000 € au titre de la péréquation entre établissements d'hébergement des publics en difficulté.

Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, l'association apprenait l'été dernier la baisse de 25 % de la subvention municipale pour l'accueil d'urgence des personnes en difficulté, passée de 160 000 € à 123 750 €.

- **Une allusion**

- **lors des vœux du maire**

La médiatisation de l'affaire par Bernard Rodenstein (DNA du 29 juillet) avait occasionné une réponse musclée de Gilbert Meyer (DNA du 4 août) , qui faisait encore allusion à cette passe d'armes à l'occasion de la dernière cérémonie des vœux. « Je n'accepterai jamais qu'une association bénéficiant de fonds publics puisse jeter sa vindicte sur la Ville, en minimisant ce qu'elle fait », avait martelé le maire de Colmar.

Espoir a depuis de longues années cherché à diversifier ses sources de financement, mais l'argent public représente encore 60 % des recettes d'une structure qui emploie 100 salariés, 80 personnes en insertion professionnelle et « injecte 6 M€ en salaires, charges et fournitures » dans l'économie sociale, expliquait son président cet été (DNA du 4 août).

Un Bernard Rodenstein conscient, également, que « le désengagement des pouvoirs publics nous oblige à solliciter les mécènes et les particuliers et nous appuyer sur les bénévoles », rappelait-il en novembre dernier. Un travail usant, que d'autres au sein de l'association devront désormais poursuivre.